

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE

**RELATIF A LA FACILITATION DE LA RECONNAISSANCE
MUTUELLE
DES DIPLOMES**

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE, d'une part,
et LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE L'INDE, d'autre part,
ci-après dénommés les « Parties »,

SE REFERANT à l'Accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le
Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde
signé le 7 juin 1966 à Paris ;

DESIREUX de développer les relations entre les Parties dans les domaines de la formation et
de la recherche ;

CONSIDERANT la tradition de coopération et d'échange entre les établissements
d'enseignement supérieur des deux pays, concrétisée par la conclusion de nombreux accords ;

CONSIDERANT qu'il est souhaitable d'encourager la mobilité des étudiants de chacun des
deux pays en facilitant les possibilités de poursuite de leurs études dans l'autre pays ;

CONVAINCUS que la reconnaissance mutuelle des diplômes et des périodes d'études entre
les deux pays en vue de la poursuite d'études dans le pays partenaire, outre qu'elle
encouragera la mobilité des étudiants, aura également pour effet de promouvoir l'excellence
de l'enseignement supérieur grâce à la coopération ainsi qu'aux échanges universitaires et de
recherche ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1

Objet de l'Accord

A travers le présent Accord, les Parties conviennent d'agir en vue de faciliter la reconnaissance mutuelle des diplômes et des périodes d'études effectuées par les étudiants au sein des établissements d'enseignement des deux pays dûment agréés, reconnus et/ou habilités, en vue de leur poursuite d'études dans le pays partenaire.

Article 2

Champ d'application et mise en œuvre

(1) Le présent Accord s'applique :

- en France, à tous les établissements d'enseignement supérieur relevant de la Conférence des présidents d'université (CPU), de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI), et aux diplômes reconnus par le ministère français en charge de l'Enseignement supérieur ;

- en Inde, à tous les établissements membres de l'*Association of Indian Universities* (AIU) et à tous les établissements dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités compétentes de la République de l'Inde en vue de délivrer des diplômes.

(2) Les Parties facilitent les échanges réguliers entre les organismes français et indiens visés au paragraphe précédent (CPU/CDEFI et AIU) aux fins de la mise en œuvre du présent Accord.

(3) Le présent Accord ne s'applique pas aux disciplines et diplômes qui confèrent à leurs détenteurs le droit d'exercer une profession dans le pays considéré.

(4) Le présent Accord respecte le principe d'autonomie des établissements qui s'applique aux systèmes français et indien d'enseignement supérieur.

Les cursus dans lesquels les étudiants peuvent s'inscrire sont déterminés par les autorités universitaires compétentes de chacune des Parties.

(5) Les Parties s'échangent régulièrement des informations concernant l'organisation et la structure des systèmes d'enseignement supérieur des deux pays.

(6) Les Parties s'engagent à reconnaître mutuellement comme comparables les diplômes de l'enseignement supérieur des établissements de la République française et les diplômes de la fin de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur des établissements de la République de l'Inde qui entrent dans le champ d'application du présent Accord, sous réserve que lesdits diplômes soient délivrés conformément aux lois et règlements de chacun des deux pays.

(7) La Partie indienne reconnaît le diplôme de fin d'études secondaires, dénommé baccalauréat, délivré par le ministère chargé de l'Éducation nationale comme comparable aux Certificats délivrés, dans le respect du *Senior School Certificate Examination*, par le *Central Board of Secondary Education* (CBSE) ou par les autres organismes d'enseignement secondaire supérieur, intermédiaire ou pré-universitaire reconnus par la République de l'Inde.

(8) La Partie française reconnaît les Certificats délivrés, dans le respect du *Senior School Certificate Examination*, par le *Central Board of Secondary Education* (CBSE) ou par les autres organismes d'enseignement secondaire supérieur, intermédiaire ou pré-universitaire reconnus par la République de l'Inde comme comparable au diplôme de fin d'études secondaires, dénommé baccalauréat, délivré en France par le ministère chargé de l'Éducation nationale.

(9) La Partie indienne reconnaît les diplômes de licence délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur français habilités ou accrédités par le ministère français chargé de l'enseignement supérieur comme comparables aux diplômes de *Bachelor* délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde.

(10) La Partie française reconnaît les diplômes de *Bachelor* délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde comme comparables aux diplômes de licence délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur français habilités ou accrédités par le ministère français chargé de l'enseignement supérieur.

(11) La Partie indienne reconnaît les diplômes de master et les diplômes conférant le grade de master délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur français habilités ou accrédités par le ministère français chargé de l'enseignement supérieur comme comparables aux diplômes de master délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde.

(12) La Partie française reconnaît les diplômes de master délivrés par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde comme comparables aux diplômes de master et aux diplômes conférant le grade de master délivrés par les établissements d'enseignement supérieur français habilités ou accrédités par le ministère français chargé de l'enseignement supérieur.

(13) La Partie indienne reconnaît le diplôme de doctorat délivré par les universités et établissements d'enseignement supérieur habilités ou accrédités par le ministère français chargé de l'enseignement supérieur comme comparable au diplôme de *Doctor of Philosophy (PhD)* dans la ou les disciplines correspondantes délivré par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde.

(14) La Partie française reconnaît le diplôme de *Doctor of Philosophy (PhD)* délivré par les universités et établissements d'enseignement supérieur dûment agréés, reconnus ou habilités par les autorités ou organismes compétents de la République de l'Inde comme comparable au diplôme de docteur délivré par les universités et établissements d'enseignement supérieur habilités ou accrédités par le ministère français en charge de l'enseignement supérieur.

Article 3

Consultations

Les Parties se consultent périodiquement afin de se tenir informées des changements intervenus dans les systèmes d'enseignement supérieur des deux pays.

Article 4

Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à la mise en œuvre du présent Accord est réglé par voie de consultation ou de négociation entre les Parties.

Article 5

Entrée en vigueur

Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

Article 6

Durée de validité et prorogation

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à partir de sa date d'entrée en vigueur. Sa durée de validité est renouvelable par tacite reconduction.

Article 7

Dénonciation

Le présent Accord peut être dénoncé par chacune des Parties, par une notification écrite adressée à l'autre Partie au moins douze mois avant la date prévue de sa cessation d'effet.

Fait à New Delhi, le 10.11.2018, en double exemplaire original, chacun en langues française, anglaise, et hindi, les trois textes faisant également foi.

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DE L'INDE

AGREEMENT

BETWEEN

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

AND

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA

**TO FACILITATE MUTUAL RECOGNITION
OF ACADEMIC QUALIFICATIONS**

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC,
and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF INDIA,

hereinafter referred to as the « Parties »,

RECALLING the Agreement concerning cultural, scientific and technical cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of India signed on 7th June 1966 in Paris;

WISHING to develop relations between the Parties in the fields of education and research;

HAVING REGARD to the tradition of cooperation and exchange between the two countries' higher education institutions, embodied by the signing of numerous agreements;

HAVING REGARD to the desirability of encouraging mobility of students from both countries by facilitating possibilities for them to continue their studies in the other country;

CONVINCED that mutual recognition of qualifications and study periods between the two countries in view of continuing studies in the partner country, in addition to encouraging student mobility, would also promote excellence in higher education through cooperation, university and research exchanges;

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article 1

Purpose of the Agreement

With this Agreement, the Parties agree to work towards and facilitate the mutual recognition of educational qualifications and periods of study undertaken by students within duly approved, recognized and/or accredited educational institutions within the two countries, in view of continuing their studies in the partner country.

Article 2

Scope and implementation

(1) This Agreement shall apply:

- in France, to all higher education institutions under the *Conférence des Présidents d'Université* (CPU), the *Conférence des Directeurs des Ecoles Françaises d'Ingénieurs* (CDEFI), and to degrees duly recognized by the French Ministry in charge of Higher Education.

- in India, to all institutions that are members of the Association of Indian Universities (AIU) and all institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities of the Republic of India to award degrees.

(2) Both Parties shall facilitate regular exchanges between the above mentioned Indian and French bodies (AIU and CPU/CDEFI), for the implementation of this Agreement.

(3) This Agreement shall not apply to such disciplines and qualifications which also entitle their holders the right to practice a profession in the respective countries.

(4) This Agreement is based on respect for the principle of institutional autonomy which applies to both the Indian and French higher education systems.

The programmes in which students may enrol shall be determined by the competent higher education authorities of each Party.

(5) Both Parties shall regularly exchange information on the organization and structure of the higher education systems of the two countries.

(6) The Parties undertake to mutually recognize the qualifications of the end of secondary education and of higher education institutions of the Republic of India and the qualifications of the higher education institutions of the French Republic which fall within the scope of this Agreement as comparable with the corresponding qualifications provided that the qualifications are awarded in accordance with the laws and regulations of both countries.

(7) The Indian Party shall recognize the certificate issued for the completion of secondary school education by the French Ministry of National Education, known as the *baccalauréat*, as comparable to the Certificates issued, in respect of Senior School Certificate Examination, by the Central Board of Secondary Education (CBSE) or by the other secondary, intermediate or pre-university education establishments recognized by the Republic of India.

(8) The French Party shall recognize the Certificates issued, in respect of Senior School Certificate Examination, by the Central Board of Secondary Education (CBSE) or by the other secondary, intermediate or pre-university education establishments recognized by the Republic of India as comparable with the *baccalauréat* qualification awarded for the completion of secondary school education by the French Ministry of National Education.

(9) The Indian Party shall recognize the *licence* degrees awarded by French universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education as comparable to the Bachelor's degrees awarded by the universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India.

(10) The French Party shall recognize the Bachelor's degrees awarded by universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India as comparable to the *licence* degrees awarded by French universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education.

(11) The Indian Party shall recognize the Master's and Master's-level degrees awarded by French universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education as comparable to the Master's degrees awarded by the universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India.

(12) The French Party shall recognize the Master's degrees awarded by universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India as comparable to the Master's and Master's-level degrees awarded by French universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education.

(13) The Indian Party shall recognize the *doctorat* degree awarded by universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education as comparable to the Doctor of Philosophy (PhD) degree in the corresponding discipline(s) awarded by the universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India.

(14) The French Party shall recognize the Doctor of Philosophy (PhD) degree awarded by universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the competent authorities or bodies in the Republic of India as comparable to the *doctorat* degree awarded by universities and higher education institutions duly approved, recognized or accredited by the French Ministry for Higher Education.

Article 3

Consultations

The Parties shall mutually consult each other periodically to keep each other informed of changes within their higher education systems.

Article 4

Settlement of disputes

Any dispute relating to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by consultation or negotiation between the Parties.

Article 5

Entry into force

Each Party shall notify the other Party of the completion of any internal procedures required for this Agreement to take effect, which shall occur on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification.

Article 6

Validity and continuation

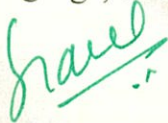
This Agreement is valid for a period of five years from its date of entry into force. The validity period shall automatically be renewed.

Article 7

Termination

Either Party may terminate this Agreement by sending written notification to the other Party at least twelve months prior to the intended date of termination.

Signed at New Delhi, on 10th March, 2018, in two originals, in French, English and Hindi language, all texts being equally authentic".



FOR THE GOVERNMENT OF
THE REPUBLIC OF INDIA



FOR THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC

फ्रांस गणराज्य सरकार

और

भारत गणराज्य सरकार

के बीच

शैक्षणिक अर्हताओं की परस्पर स्वीकृति के सरलीकरण
हेतु
करार

फ्रांस गणराज्य सरकार,

और भारत गणराज्य सरकार,

जिन्हें इसके पश्चात 'पक्षकार' कहा गया है,

फ्रांस गणराज्य सरकार और भारत गणराज्य के मध्य 7 जून 1966 को हुए सांस्कृतिक, वैज्ञानिक और तकनीकी सहयोग से संबंधित समझौते का स्मरण करते हुए;

पक्षकारों के बीच शिक्षा और अनुसंधान के क्षेत्रों में संबंध विकसित करने की इच्छा व्यक्त करते हुए;

विभिन्न समझौतों के माध्यम से दोनों देशों की उच्चतर शिक्षा संस्थानों के मध्य सहयोग और आदान-प्रदान की परंपरा में विश्वास जताते हुए;

दोनों देशों के विद्यार्थियों को एक-दूसरे देश में अपना अध्ययन जारी रखने की संभावनाएं उपलब्ध करवाते हुए उनकी गतिशीलता को प्रोत्साहन देने की भावना में विश्वास रखते हुए;

दृढ़ विश्वास रखते हुए कि साझेदार देश में अध्ययन जारी रखने को ध्यान में रखते हुए दोनों देशों के मध्य अर्हताओं और अध्ययन अवधि की पारस्परिक मान्यता से विद्यार्थी गतिशीलता को प्रोत्साहन देने के साथ-साथ सहयोग, विश्वविद्यालय और अनुसंधान आदान-प्रदान के माध्यम से उच्चतर शिक्षा में उत्कृष्टता को बढ़ावा मिलेगा।

निम्नानुसार परस्पर सहमति अभिव्यक्त करते हैं:

अनुच्छेद 1

करार का उद्देश्य

इस करार के साथ दोनों पक्ष सहभागी देश में अपने अध्ययन जारी रखने की दृष्टि से दोनों देशों में विधिवत रूप से अनुमोदित, मान्यता-प्राप्त और अथवा प्रत्यायित शैक्षिक संस्थाओं के भीतर छात्रों द्वारा किए जाने वाले अध्ययन की अवधि और शैक्षिक अर्हताओं की पारस्परिक मान्यता को सुकर बनाने और उस दिशा में कार्य करने के लिए सहमत हैं।

अनुच्छेद 2

कार्यक्षेत्र और कार्यान्वयन

(1) यह करार निम्नानुसार लागू होगा:

- फ्रांस में, कॉन्फरेंस दे प्रजिडेन्ट्स द युनिवर्सिटे (सीपीयू) तथा कॉन्फरेंस दे डायरेक्टर्स दे एकोल फ्रांसेज़ द इंजीनियर (सीडीईएफआई) के तहत सभी उच्चतर शिक्षा संस्थाओं और उच्चतर शिक्षा के प्रभारी फ्रांस मंत्रालय द्वारा विधिवत् रूप से मान्यता प्राप्त डिग्रियों पर लागू होगा।

- भारत में, वे सभी संस्थाएं जोकि भारतीय विश्वविद्यालय संघ (एआईयू) की सदस्य हैं और डिग्री प्रदान करने के लिए भारतीय गणराज्य के सक्षम प्राधिकारियों द्वारा विधिवत् रूप से अनुमोदित, मान्यता-प्राप्त या प्रत्यायित सभी संस्थाओं पर लागू होगा।

(2) दोनों पक्षकार इस करार के कार्यान्वयन के लिए उपर्युक्त भारतीय और फ्रेंच निकाय (एआईयू और सीपीयू/सीडीईएफआई) के बीच नियमित आदान-प्रदान को सुकर बनाएंगे।

(3) यह करार ऐसे विषयों और अर्हताओं पर लागू नहीं होगा जोकि उनके धारकों को संबंधित देशों में व्यवसाय करने के अधिकार के लिए भी पात्र बनाते हों।

(4) यह करार संस्थागत स्वायत्ता के सिद्धांत के प्रति सम्मान पर आधारित है जोकि भारत और फ्रेंच उच्चतर शिक्षा प्रणाली दोनों पर लागू होता है।

ऐसे कार्यक्रम जिनमें छात्र नामांकन कर सकते हैं को प्रत्येक पक्षकार के सक्षम उच्चतर शिक्षा प्राधिकारियों द्वारा विनिश्चित किया जाएगा।

(5) संगठन और दोनों देशों की उच्चतर शिक्षा प्रणालियों की संरचना संबंधी सूचना का नियमित आधार पर आदान-प्रदान किया जाएगा।

(6) दोनों पक्षकार भारत गणराज्य की माध्यमिक शिक्षा की समाप्ति के बाद (की) और उच्चतर शिक्षा संस्थाओं की अर्हताओं और फ्रांस गणराज्य की उच्चतर शिक्षा संस्थाओं की अर्हताओं को पारस्परिक मान्यता देने के लिए सहमति अभिव्यक्त करते हैं जोकि समानरूप अर्हताओं की तुलना में इस करार के क्षेत्र में आती हैं बशर्ते कि ये अर्हताएं दोनों देशों के कानून और विनियमों के अनुसार प्रदान की गई हों।

(7) भारतीय पक्षकार केंद्रीय माध्यमिक शिक्षा बोर्ड (सीबीएसई) द्वारा जारी सीनियर स्कूल सर्टिफिकेट परीक्षा या भारत गणराज्य द्वारा मान्यता प्राप्त अन्य माध्यमिक, इंटरमिडिएट या प्री-यूनिवर्सिटी शिक्षा संस्थाओं द्वारा जारी प्रमाण-पत्रों के साथ तुलनीय फ्रांस राष्ट्रीय शिक्षा मंत्रालय द्वारा माध्यमिक स्कूल शिक्षा की समाप्ति पर प्रदान किये जाने वाले बक्कालॉरेत नामक प्रमाण-पत्र को मान्यता प्रदान करेगा।

(8) फ्रांस पक्षकार फ्रांस राष्ट्रीय शिक्षा मंत्रालय द्वारा माध्यमिक शिक्षा समाप्ति पर प्रदान किए जाने वाली बक्कालॉरेत अर्हता के साथ तुलनीय केंद्रीय माध्यमिक शिक्षा बोर्ड (सीबीएसई) द्वारा जारी सीनियर स्कूल सर्टिफिकेट परीक्षा या भारत गणराज्य द्वारा मान्यता प्राप्त अन्य माध्यमिक, इंटरमिडिएट या प्री-यूनिवर्सिटी शिक्षा संस्थाओं द्वारा जारी प्रमाण-पत्रों को मान्यता प्रदान करेगा।

(9) भारतीय पक्षकार, भारत गणराज्य में सक्षम प्राधिकरणों अथवा निकायों द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातक डिग्रियों की तुलना में उच्चतर शिक्षा के लिए फ्रांसीसी मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित फ्रांसीसी विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त लाइसेंस डिग्रियों को स्वीकार करेगा।

(10) फ्रांसीसी पक्षकार, फ्रांस उच्चतर शिक्षा मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त लाइसेंस डिग्रियों की तुलना में भारत गणराज्य में सक्षम प्राधिकरणों अथवा निकायों द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातक डिग्रियों को स्वीकार करेगा।

(11) भारतीय पक्षकार, भारत गणराज्य में सक्षम प्राधिकरणों अथवा निकायों द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातकोत्तर डिग्रियों की तुलना में उच्चतर शिक्षा के लिए फ्रांसीसी मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित फ्रांसिसी विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातकोत्तर और स्नातकोत्तर स्तरीय डिग्रियों को स्वीकार करेगा।

(12) फ्रांसीसी पक्षकार, फ्रांस उच्चतर शिक्षा मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातकोत्तर और स्नातकोत्तर स्तरीय डिग्रियों की तुलना में भारत गणराज्य में सक्षम प्राधिकरणों अथवा निकायों द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त स्नातकोत्तर डिग्रियों को स्वीकार करेगा।

(13) भारतीय पक्षकार, भारत गणराज्य में सक्षम प्राधिकरणों अथवा निकायों द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा संबंधित विषय (विषयों) में प्रदत्त डॉक्टर ऑफ फिलोस्फी (पीएच.डी) डिग्रियों की तुलना में उच्चतर शिक्षा के लिए फ्रांसीसी मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, स्वीकृत अथवा प्रत्यायित फ्रांसीसी विश्वविद्यालय और उच्चतर शिक्षा संस्था द्वारा प्रदत्त डॉक्टर ऑफ फिलॉसफी (पीएच.डी) स्तरीय डिग्रियों को स्वीकार करेगा।

भारत गणतंत्र में सक्षम प्राधिकारियों अथवा संस्थाओं द्वारा मान्यता प्राप्त अथवा प्रत्यायित।

(14) फ्रेंच पक्ष, फ्रेंच उच्च शिक्षा मंत्रालय द्वारा विधिवत अनुमोदित, मान्यता प्राप्त या प्रत्यायित विश्वविद्यालयों और उच्चतर शिक्षा संस्थाओं द्वारा प्रदान की जा रही डॉक्टोरल डिग्री के समतुल्य भारत गणतंत्र में सक्षम प्राधिकारियों अथवा संस्थाओं द्वारा विधिवत अनुमोदित, मान्यता प्राप्त और प्रत्यायित डॉक्टर ऑफ फिलोस्फी (पीएचडी) डिग्री को मान्यता प्रदान करेगी।

अनुच्छेद 3

परामर्श

पक्ष, उनकी उच्चतर शिक्षा प्रणालियों के भीतर परिवर्तनों के बारे में एक दूसरे को सूचित रखने के लिए आवधिक रूप से एक दूसरे के साथ पारस्परिक रूप से विचार-विमर्श करेंगे।

अनुच्छेद 4

विवादों का निपटारा

इस करार की व्याख्या अथवा कार्यान्वयन से संबंधित किसी भी विवाद का निपटारा पार्टियों के मध्य विचार-विमर्श अथवा समझौते के द्वारा किया जाएगा।

अनुच्छेद 5

लागू एंटी

प्रत्येक पार्टी इस अनुबंध के लागू होने जो विगत अधिसूचना की प्राप्ति की तारीख के पश्चात् दूसरे माह की प्रथम तारीख को होगा, के लिए अपेक्षित किसी भी आंतरिक प्रक्रिया विधियों के पूरा होने के बारे में दूसरी पार्टी को सूचित करेगी।

अनुच्छेद 6

वैधता और निरंतरता

यह करार लागू एंटी होने की तारीख से पांच वर्ष की अवधि के लिए वैध होगा। वैधता अवधि का स्वतः नवीकरण हो जाएगा।

अनुच्छेद 7

समाप्ति

कोई भी पक्ष समाप्ति की नियत तारीख से कम-से-कम बारह महीने पहले अन्य पार्टी को लिखित सूचना देने के द्वारा इस करार को समाप्त कर सकेगा।

नई दिल्ली में दिनांक 10 मार्च 2018 को फ्रेंच, अंग्रेजी और हिन्दी भाषा में दो मूल प्रतियों में हस्ताक्षरित। सभी पाठ समान रूप से प्रमाणिक हैं।



भारत गणराज्य
की ओर से



फ्रेंच गणराज्य
की ओर से